

DECISION DU PRESIDENT D2026-216

Objet : Acte modificatif n°1 valant avenant de transfert de l'accord-cadre n°20256000000019 relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du programme « centres-villes vivants » 3^e édition – Lot 2 : Assistance juridique au programme « centres-villes vivants »

Le Président de la Métropole du Grand Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5219-1,

Vu le code de la commande publique, notamment l'article R. 2194-6,

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Vu l'élection du Président de la Métropole du Grand Paris du 13 avril 2026,

Vu la délibération CM2026/04/13/08 du Conseil de la Métropole du 13 avril 2026 portant délégation d'attributions du Conseil de la Métropole du Grand Paris au Président pour prendre des décisions dans les domaines limitativement énumérés parmi lesquels « *prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres de fournitures, de services et de travaux ainsi que toute décision concernant leur actes modificatifs, lorsque les crédits sont inscrits au budget* »,

Vu l'arrêté du Président n°AP2026/121 du 30 avril 2026 portant délégation de signature à Madame Nathalie VAN SCHOOR, directrice générale des services par intérim de la Métropole du Grand Paris,

Vu l'accord-cadre n°20256000000019 notifié le 4 avril 2025 au cabinet AARPI RIVIERES AVOCATS ASSOCIES, concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du programme « centres-villes vivants » 3^e édition – lot 2 : assistance juridique au programme « centres-villes vivants », conclu à prix unitaires sans montant minimum et pour un montant maximum annuel de 80 000 € HT,

Considérant que Le titulaire du marché a informé la Métropole par courriel du 10 août 2026 qu'à compter du 1er août le département droit public immobilier de son cabinet était devenu un cabinet indépendant, il est nécessaire d'acter par un avenant de transfert, la cession de l'accord-cadre au nouveau cabinet SEARL RIVIERES X ASSOCIES, qui en reprend tous les droits et obligations,

Considérant que cet acte modificatif n°1 n'a pas d'incidence financière et n'emporte aucune modification substantielle de l'accord-cadre et que le nouveau titulaire répond aux capacités et exigences requises au titre de la mise en concurrence initiale,

DECIDE

Article 1^{er} : La conclusion de l'acte modificatif n°1 valant avenant de transfert de l'accord-cadre n°20256000000019 relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du programme « centres-villes vivants » 3^e édition – lot 2 : assistance juridique au programme « centres-villes vivants », avec le cabinet SEARL RIVIERES X AVOCATS, sis 54 rue des Terres de Borde 33800 Bordeaux, portant transfert

DECIDE

Article 1^{er} : La conclusion de l'acte modificatif n°1 valant avenant de transfert de l'accord-cadre n°20256000000019 relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du programme « centres-villes vivants » 3^e édition – lot 2 : assistance juridique au programme « centres-villes vivants », portant transfert de l'accord-cadre du cabinet AARPI RIVIERE AVOCATS ASSOCIES au profit de la SELARL LI X FE, sise 54 rue des Terres de Borde - 33800 Bordeaux, sans incidence financière ni autre modification d'autres clauses contractuelles.

Article 2 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la région d'Ile-de-France,
- Monsieur le Trésorier.

Par ailleurs, notification en est faite au prestataire.

Fait à Paris, le

07 OCT. 2026

Pour le Président et par délégation,

Nathalie VAN SCHOOR
Directrice générale des services par intérim

